

meura pour ce fait le gouverneur durant le siège, était encore, lorsque la commission des papiers pénétrant dans les appartements, entra en fonctions, dans l'état où l'avait laissé l'empereur partant pour Metz et l'impératrice fuyant sur Maubeuge. On pouvait, en quelque sorte, reconstituer par les mille objets épars, les meubles et les tableaux, la vie intime des souverains déchus. La curiosité inquiète et chimérique de Napoléon se lisait dans chaque projet impraticable soumis à son examen, et qu'il approfondissait gravement, tandis qu'il négligeait les questions vraiment palpitantes et les études vraiment utiles. Par exemple, un travail destiné à l'éclairer sur l'état des forces militaires de la Confédération du Nord avait été absolument dédaigné, regardé d'un œil indifférent, tandis que mainte rêverie sur des modèles nouveaux de canonniers, sur des médailles romaines, des *olives* de frondeurs baléares, etc., sur des projets romanesques, comme l'annexion de la Belgique proposée par un M. Oscar Lessines, étaient examinés, dépouillés avec soin. Et pourtant le travail sur l'Allemagne (publié depuis) l'avertissait que l'ennemi qu'il voulait combattre pouvait disposer de plus d'un million d'hommes. Et cependant les rapports de M. de Stoffel, attaché militaire français à Berlin, disaient à l'empereur : *Prenez garde*. Mais la chose était de peu d'importance pour cet homme de lettres manqué et couronné. Ce qui l'inquiétait, ce n'était pas la réalité, mais le rêve. Il se perdait dans les nuages, mais de ces nuages devait tomber une pluie de sang.

Quant à l'impératrice Eugénie, ses appartements livraient aussi le secret des extravagances et des contradictions de son intelligence. Dans sa bibliothèque, les œuvres de Proudhon, qu'elle avait la prétention de lire et qu'elle ne comprenait certes point, coudoyaient les petits romans badins tirés de la bibliothèque de Marie-Antoinette à Trianon, ou les ouvrages mystiques de la librairie religieuse. Tout était à la fois ultra-mondain et ultraclérical autour d'elle. Des os de saints, des reliques, s'étalaient sur les murailles, au-dessous des plafonds, où voltigeaient des amours. Des médaillons, dans le goût de Boucher, montraient des bustes de femmes, et, à dix pas de là, se pliait et se repliait, comme un paravent, un confessionnal blanc, à ornements dorés. Ce mélange singulier de poudre de riz et d'encens caractérisait tout à fait cette piété à l'espagnole.

La publication des *Papiers et correspondance de la famille impériale* ne devait point tenir tout ce qu'en attendait l'avidité publique. La plupart des scandales mystérieux de l'empire, comme l'affaire Cornemuse, ou des grands drames sanglants, comme le 2 décembre, n'y figuraient pas. D'ailleurs, que de papiers ont dû être brûlés et détruits d'avance ! Mais

le peu qu'on trouva pouvait suffire à bien caractériser ce régime de bohème toute-puissante, où tout était frivole, décousu, de surface et de maquillage. Et l'histoire enregistra ces documents sincères et précieux.

Cependant la province avait envoyé ses enfants à Paris. On les voyait, ces mobiles, à peine équipés, la plupart dans leurs costumes du pays : les Bretons, suivis de leurs recteurs, allant au combat comme au *pardon*; les Bourguignons, en blouses bleues, une croix rouge sur la manche; les rudes gars d'Auvergne, le front couvert du large chapeau de paysan. Tous arrivaient fermes et résolus, avec un esprit de jeunesse et de force qui donnait confiance. C'était vraiment la France accourue au secours de Paris, tête et cœur de la France. Ceux de Paris, tous ceux qui pouvaient porter les armes, étaient déjà inscrits sur les contrôles et tous réclamaient des fusils. Nul n'osait déjà sortir sans uniforme, sans képi tout au moins. De ces képis, beaucoup n'avaient pas de numéros encore, beaucoup aussi étaient des képis d'ambulanciers; mais on peut le dire, Paris tout entier était prêt à la lutte. Dans cette fièvre de la première heure, cette masse d'hommes, inhabiles à manier les armes, eût été déjà capable de quelque prodige et d'une journée de sacrifice, sinon de victoire.

Un souffle véritable et sincère de patriotisme parcourait les rues, passait sur les fronts, faisait battre les cœurs. On sentait qu'il fallait, dans ce grand naufrage, se rattacher à ce qui restait de la patrie et la défendre pour reconquérir le reste. On avait comme le besoin d'incarner dans quelque image palpable cette France martyre, sacrifiée par un despote. Alors, d'un élan, comme si la ville de Strasbourg bombardée personnifiait la France vaincue, on se rendait place de la Concorde, devant cette statue de Strasbourg qu'a sculptée Pradier dans la pierre. Le gouvernement de la Défense nationale avait inscrit ses noms à la première page d'un livre destiné à devenir le livre des remerciements de Paris (1). Chacun s'inscrivait à son tour sur le livre. Des bataillons entiers venaient apporter à Strasbourg leur hommage. Des couronnes, des drapeaux, des guirlandes, s'amoncelaient sur la statue, pétrification de la patrie. Le soir, des verres de couleur illuminaient Strasbourg et lui faisaient comme une auréole. « Vous diriez, s'écriait alors M. Paul de Saint-Victor, la chapelle ardente de la ville martyre. » Et l'écrivain ajoutait : « La France se reconnaît dans Strasbourg; elle frémit d'admiration, elle tressaille de reconnaissance. La foi remonte à son cœur exalté par ce

(1) Ce livre porte cet en-tête :
Les Parisiens à nos frères héroïques de Strasbourg et au brave général Urich.

grand exemple. On ne doute plus des dieux auxquels on voit faire de tels sacrifices. Gloire à cette ville magnanime, illustre par la science et le courage ! Muse cuirassée, guerrière qui veille aux remparts de la patrie, assise sur un canon, penchée sur un livre. Elle se présente au monde appuyée d'une main sur la presse de Guttenberg, tenant de l'autre l'épée de Kléber et d'Urich. »

Dix jours après la révolution du 4 septembre, le général Trochu passait, sur les boulevards, la place de la Concorde et les Champs-Élysées, la revue des mobiles et de la garde nationale parisienne, à la tête de laquelle venait d'être appelé, en remplacement du général de La Motte-Rouge, M. Tamisier, ancien officier d'artillerie, nommé général. Ce fut un jour superbe que ce jour de la grande revue; les rues de Paris retentissaient de cris, d'appels de clairons ou de bruits de tambours. Des bataillons, en rangs sur les boulevards, avaient leurs fusils en faisceaux, puis manœuvraient avec un certain ensemble. La place de la Concorde fourmillait de fer. Acclamé et restant calme et grave, trop grave, le général Trochu, à cheval, passait devant ces bataillons, salué par la foule confiante, saluant d'un air élégant et froid. Comme on croyait en lui ! Comme on était confiant ! Quelle journée de fièvre, par ce beau soleil d'automne ! On eût dit quelque chose comme une rayonnante fête de la Fédération, avec des scintillements d'armes et des frissonnements de feuilles. « *Jamais*, disait dans son ordre du jour le gouverneur de Paris, *jamais aucun général d'armée n'a eu sous les yeux le grand spectacle que vous venez de me donner !*... Préparez-vous à souffrir avec constance, — ajoutait-il. — A cette condition, vous vaincrez. »

Paris allait souffrir. Paris voulait souffrir. Il ne vainquit pas cependant. Mais cette victoire promise, du moins il sut la mériter, et Paris ne fut point le coupable.

Durant ce temps, les Prussiens avançaient. Leur marche lente et mesurée n'en paraissait que plus sûre. Le 11 septembre, ils étaient à la Ferté, à six heures du soir. Ils arrivaient presque en même temps à Château-Thierry. Le lendemain, le sous-préfet de Meaux et le général Rivan quittaient Meaux devant eux et partaient pour Lagny, coupant les télégraphes. Le gros des forces ennemies était à Crécy. Le 11, les Allemands s'étaient présentés en même temps devant Soissons, sommant la ville de se rendre, et le commandant de place répondait (menace que nous entendrons tant de fois) qu'il se ferait plutôt sauter. Le 12, des uhlands annonçaient à Provins, pour le lendemain, un corps de 20,000 hommes. Les Bavares étaient à Vied, à Vaucouleurs, dans la Haute-Marne. L'invasion grossissait, roulant partout ses flots d'hommes et de chevaux.

Le pont de Creil était renversé; les Prussiens arrivaient aux environs de Melun, souvent inquiétés par les francs-tireurs. Le 14 septembre, les chemins de fer de l'Est et du Nord suspendaient leur service au départ de Paris. Le 15, un train de voyageurs était pris par les Prussiens à son arrivée à Senlis. Près de Chantilly, un autre train était assailli par des tirailleurs. Ce même jour, enfin, le 15 septembre, à trois heures vingt minutes du soir, le gouverneur de Paris recevait cette dépêche datée de Vincennes.

« Les uhlands sont, en effet, entre Creteil et Neuilly-sur-Marne.

« A ce dernier point paraît être l'avant-garde de la colonne signalée ce matin.

« Informons et activons tout le monde. »

C'était le premier ennemi signalé presque en vue de Paris. On pouvait maintenant compter les heures qui séparaient la grande ville de l'investissement.

Il était, on le conçoit, de toute nécessité que le gouvernement de la République ne se laissât point tout entier bloquer dans la ville assiégée. Peut-être même eût-il mieux valu que Paris ne fût plus qu'une place forte, une simple citadelle soumise aux droits et aux nécessités sévères du siège. Le gouvernement eût agi hors la capitale, si bien que, Paris succombant, c'était une place forte, non le gouvernement qui tombait. Le gouvernement préféra se scinder en deux. Il délégua à Tours deux de ses membres les moins actifs, M. Crémieux et M. Glais-Bizoin, que l'âge rendait inhabiles à soutenir une aussi redoutable situation. M. Clément Laurier les escortait, représentant le ministre de l'intérieur. C'était alors que M. Gambetta eût du quitter Paris. Au lieu du long mois perdu par les deux vieillards, il eût, plus tôt et plus fructueusement communiqué sa juvénile ardeur à la France. Mais il semblait, en envoyant le garde des sceaux, M. Crémieux, à Tours, que le gouvernement de Paris s'inquiétait surtout de garder à Paris ses forces vives. Loin de paraître un secours, la délégation de Tours ressemblait à une mise à la retraite. Vainement M. Crémieux, à son arrivée au siège de la délégation, adressait-il à la France une proclamation vraiment éloquentes et pleine d'un patriotisme résolu. C'était encore là, non des actes, mais des paroles. *Verba et voces*. Et le temps pressait. Et il fallait agir. Et Paris allait contenir l'ennemi, arrêter le torrent; mais il fallait, du moins, que la province, d'un élan, courût à la citadelle assiégée. Or, pour soulever, armer, lancer la province au pas de charge, les mains honnêtes de M. Crémieux et celles de M. Glais-Bizoin étaient trop faibles. Le tribun chaleureux de 1848 et l'interrompteur spirituel et mordant de nos assemblées parlementaires étaient déjà paralysés par l'âge. La

tâche gigantesque qui leur incombait, devait les écraser.

Paris les vit partir sans confiance, la province les vit arriver sans ardeur. A Paris, le peuple commençait déjà à ne vouloir compter que sur lui-même. Ses conseillers attisaient ses défiances. Il croyait qu'on cachait des chassepots, qu'on hésitait à l'armer. Il était résolu à combattre. Il était certain de vaincre, mais impatient, préférant le combat à la discipline, et prêt à donner son sang dans une rencontre, pourvu qu'on ne la lui fit pas trop attendre.

Dès le 4 septembre, l'Internationale avait donné signe de vie. Les journaux du 5, au matin, contenaient les avis qui suivent :

« Le comité de la section de l'Internationale, de Montmartre, se déclare en permanence à partir du lundi 5 septembre, à neuf heures du matin. Tous les citoyens sont priés d'assister à la réunion.

« Pour le comité délégué,
« MARÉCHAL. »

« La section de l'Internationale de Montmartre convoque tous ses adhérents et tout citoyen à la réunion qui aura lieu ce matin, lundi 5 septembre, à neuf heures, boulevard de Clichy, 4. »

Après avoir déclaré, en juillet, qu'elle aimait la paix, l'Internationale appelait, en septembre, tous les peuples à la guerre, pour défendre, dans la France, la République universelle. Il y avait d'ailleurs, ce me semble, diversité d'opinions. Beaucoup aussi, s'adressant aux travailleurs allemands, demandaient la paix, le désarmement universel,

la fraternité des peuples. L'Allemagne allait y répondre par le feu de ses canons Krupp.

Les réseaux de chemins de fer continuaient à être coupés autour de Paris. Le 16 septembre, la ligne d'Orléans n'allait plus que jusqu'à Athis. Le 17, un détachement prussien passait la Seine à Choisy-le-Roi. Le 18, des colonnes plus nombreuses traversaient le fleuve à Villeneuve-Saint-Georges. La ligne du Havre, la dernière qui fonctionnait, était coupée à Conflans.

Le 19 septembre, le rapport militaire signalait l'ennemi à Vitry, à Chevilly, à Clamart, à Bour-la-Reine, filant par Meudon sur Versailles. Il était à Gonesse aussi, pointant sur Saint-Denis. Des fusillades et des canonnades s'étaient, çà et là, engagées. Le réseau télégraphique de l'Ouest, le dernier qui permit de transmettre et de recevoir des dépêches, était coupé à une heure de l'après-midi. Les Allemands arrivaient par trois côtés à la fois devant la capitale. Deux corps bavarois, la division wurtembergeoise, le corps saxon, la garde prussienne et quatre corps d'armée prussiens s'établissaient presque simultanément devant nos forts. Le soir, la garde républicaine rentrait à Paris après sa tournée extérieure et prévenait que les trois ponts de Saint-Cloud, Sèvres et Billancourt venaient de sauter.

« Le public, ajoutait le rapport, ne devra pas s'étonner s'il ne trouve plus de communications télégraphiques affichées ou insérées dans le Journal officiel. »

Plus de communications, plus de lettres, plus de dépêches, plus de nouvelles. Paris était supprimé du reste du monde. Une vie nouvelle commençait. La grande ville était investie.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU CHAPITRE I

N° 1.

CIRCULAIRE

adressée aux agents diplomatiques de France par le vice-président du gouvernement de la Défense nationale, ministre des affaires étrangères.

Monsieur,

Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inexorable des faits, qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et leur portée.

En cédant à un élan irrésistible, trop longtemps contenu, la population de Paris a obéi à une nécessité supérieure, celle de son propre salut.

Elle n'a pas voulu périr avec le pouvoir criminel qui conduisait la France à sa perte.

Elle n'a pas prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a enregistrée au nom du droit, de la justice et du salut public.

Et cette sentence était si bien ratifiée à l'avance par la conscience de tous, que nul, parmi les défenseurs les plus bruyants du pouvoir qui tombait, ne s'est levé pour le soutenir.

Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de



Ad. Crémieux

ses fautes, aux acclamations d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

Et l'on a pu voir, chose inouïe dans l'histoire, les citoyens auxquels le cri du peuple conférait le mandat périlleux de combattre et de vaincre, ne pas songer un instant aux adversaires qui, la veille, les menaçaient d'exécutions militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une répression quelconque qu'ils ont constaté leur aveuglement et leur impuissance.

L'ordre n'a pas été troublé un seul moment; notre confiance dans la sagesse et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

Délivré de la honte et du péril d'un gouvernement traître à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté, enfin

reconquise, est de se commander à soi-même et de rechercher sa force dans le respect du droit.

D'ailleurs, le temps presse : l'ennemi est à nos portes; nous n'avons qu'une pensée, le repousser hors de notre territoire.

Mais cette obligation que nous acceptons résolument, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France : elle ne la subirait pas si notre voix avait été écoutée.

Nous avons défendu énergiquement, au prix même de notre popularité, la politique de la paix. Nous y persévérons avec une conviction de plus en plus profonde.

Notre cœur se brise au spectacle de ces massacres d'êtres humains dans lesquels disparaît la fleur des deux nations, qu'avec un peu de bon sens et beaucoup de liberté, on aurait préservées de ces effroyables catastrophes.